ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1550 - 27 mars 1998 - prix : 9 F

POUR RÉDUIRE VRAIMENT LE F.N.

il faut

SUPPRIMER LE CHÔMAGE

et donc

FAIRE PAYER LE PATRONAT !

M 6189 - 1550 - 9,00 F

A droite, quelle crise !

p. 5

Les profs du 93 en lutte

p. 11

SOMMAIRE

Régionales

4 – Les représentants de Lutte Ouvrière dans les élections des présidences de région

5 – La droite en crise?
– Quand la gauche louange la droite

Tribune

6 – Les fourriers de l'extrême droite sont à droite… mais pas seulement

Leur société

6 – Des mots… démocratie?
– Soisson, toujours aussi haricot sauteur

7 – Solidarité avec la lutte des sans-papiers

12 – La protestation des chômeurs continue
– La police contre les chômeurs à Fourmies

14 – Corbeil-Essonnes : Dassault s'occupe des logements sociaux…

Dans le monde

8/9 – Russie :
• La purge comme remède d'un pouvoir malade!
• Eltsine et ses boucs émissaires
– Grande-Bretagne : Blair à la Chambre des députés

10 – Italie : « aider le Sud »… ou aider les patrons

16 – L'impérialisme français en Nouvelle-Calédonie
– Clinton en Afrique

Enseignants

11 – La grève s'étend en Seine-Saint-Denis

Dans les entreprises

13 – ETG Chausson (Gennevilliers)
– Brasseries du Bourbon (La Réunion)

14 – La Poste – Paris 14e
– RVI (Saint-Priest)

15 – Crédit Lyonnais
– AXA

CONSEIL RÉGIONAL NORD-PAS-DE-CALAIS

UN SILENCE ÉLOQUENT

Le 20 mars, à l'ouverture de la séance du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais nouvellement élu, séance consacrée à l'élection du président, les sept élus de Lutte Ouvrière se sont fait remarquer parce qu'ils restaient assis alors qu'à l'appel du doyen de l'assemblée tout le monde se levait afin de saluer la mémoire de Maurice Schumann par une minute de silence.

Homme de droite, député puis sénateur du Nord, Maurice Schumann est mort le 10 février dernier. De la gauche à la droite et à l'extrême droite, des élus du PCF jusqu'à ceux du FN, en passant par toute la palette des listes de la gauche plurielle jusqu'à celles de l'UDF et du RPR bien sûr, l'heure était à l'unanimité. Pas pour nous.

Que la droite tienne à saluer ainsi l'un des siens, cela n'a rien de surprenant.

Maurice Schumann fut un gaulliste de la première heure. Dès le 30 juin 1940, il fut chargé de la propagande en tant que porte-parole de De Gaulle sur les ondes de la radio de Londres. En 1945, il entama une carrière politique. Il écrivit en tant qu'éditorialiste du quotidien démocrate-chrétien *L'Aube*, mais surtout, il contribua à fonder le parti de la droite chrétienne, le Mouvement Républicain Populaire, le MRP, et fut élu sous cette étiquette député du Nord avant de rejoindre le parti gaulliste après 1958.

Maurice Schumann participa à de très nombreux gouvernements : secrétaire d'État aux Affaires Étrangères dès 1951 ; ministre chargé de l'Aménagement du territoire en 1962 ; ministre d'État de 1967 à 1969 ; ministre des Affaires Étrangères de Georges Pompidou de 1969 à 1973. À partir de 1974, il entama une fin de carrière confortablement assis dans le fauteuil de sénateur RPR du département du Nord, puis dans celui de vice-président du Sénat.

Voilà l'homme pour lequel des élus, y compris des élus qui se disent de gauche, voulaient que nos camarades se lèvent, s'inclinent, observent une minute de silence! Et si l'on observait une minute de silence non pas pour un politicien bourgeois mort dans son lit mais pour chaque travailleur mort au travail ou d'une maladie professionnelle (comme la silicose bien connue des familles de mineurs, de la région par exemple), combien de temps tous ces élus régionaux devraient-ils se taire?

L. P.

SCHWEITZER SE MOQUE DES JUGES COMME DES MINISTRES

Le PDG de Renault, Louis Schweitzer, vient d'être condamné à 1,6 million d'amende pour la fermeture de l'usine de Vilvorde. Ce n'est pas le fait d'avoir jeté à la rue 3000 travailleurs que lui reproche la justice belge, mais simplement de n'y avoir pas mis les formes, et en particulier de n'avoir pas consulté auparavant le comité d'entreprise. Mais ce genre de condamnation, Schweitzer s'en soucie comme d'une guigne. Il n'a d'ailleurs même pas fait appel. C'est Renault qui paiera l'amende. Une goutte d'eau dans les 5,4 milliards de bénéfices que lui a permis de faire, entre autres, la fermeture de l'usine de Vilvorde. Le fait d'avoir mené à bien cette opération fera sans doute même monter la côte, et les émoluments de Schweitzer dans les milieux patronaux. Comme tous ses semblables, il se moque bien de la justice, qu'elle soit belge ou française. Et il se moque tout autant des gouvernements, et en particulier du gouvernement socialiste actuel, puisqu'après les 3700 licenciements de l'an dernier, au nombre desquels figuraient ceux de Vilvorde, il en annonce 2700 pour cette année. Non, les seuls qui pourront faire payer Schweitzer et ceux qui l'emploient, ce sont les travailleurs en colère.

Daniel MESCLA

Une date à retenir!

Samedi 30, dimanche 31 mai et lundi 1er juin

à PRESLES (Val-d'Oise)

La fête de LUTTE OUVRIÈRE

La prochaine réunion du CERCLE LÉON TROTSKY aura lieu :

Vendredi 24 avril à 20h30

Salle de la Mutualité 24, rue Saint-Victor à Paris (5e)

M° Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 20 F

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13800 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

L'HEURE DE VÉRITÉ

L'élection des présidents de conseils régionaux a vu un certain nombre de responsables nationaux de la droite, qui déclaraient il n'y a pas si longtemps, pour la plupart, qu'il n'était pas question de faire alliance avec le parti de Le Pen, accepter d'être élus à une présidence régionale grâce aux voix des conseillers du Front National.

Même si, électoralement, le Front National n'a pratiquement pas progressé lors de ces élections régionales, cela veut dire qu'il fait de plus en plus sentir son poids sur le RPR et l'UDF. Cela n'a rien de réjouissant. Mais pour crier à la trahison de la part des Millon et autres Soisson pour dire qu'il faut que la « droite républicaine » se ressaisisse, il faut être bien naïf… ou vouloir tromper les travailleurs.

Ce que démontrent en effet ces élections aux présidences des régions, c'est qu'entre cette « droite républicaine » et l'extrême droite, il n'y a pas de frontière bien nette et que dans le personnel politique de la droite les mêmes hommes peuvent se présenter tour à tour comme des libéraux ou des partisans de la manière forte, pour peu que les intérêts des classes possédantes, ou tout simplement de leur carrière, soient en jeu.

Un certain nombre de dirigeants nationaux de la droite condamnent aujourd'hui ces tractations avec le Front National. Mais ce n'est pas par principe c'est parce qu'ils reprochent à ceux qui ont pactisé avec les émules de Le Pen de ne pas voir plus loin que le dossier de leur fauteuil présidentiel et de prendre le risque de rejeter une partie de leur électorat vers le Parti Socialiste. Mais que l'influence électorale du FN croisse encore, ou que l'électorat du RPR et de l'UDF se montre plus favorable à des accords avec l'extrême droite, et l'on verra les Chirac et Séguin chanter demain le même air que Millon et Soisson aujourd'hui.

Dans les années 1960, cette même droite républicaine dont on nous parle aujourd'hui, avec des hommes comme Bidault ou Soustelle, a fourni une bonne partie de ses dirigeants à l'OAS. Et le procès Papon est là pour nous rappeler qu'en 1940, l'immense majorité des députés et des sénateurs « républicains » votèrent les pleins pouvoirs à Pétain, et que les hauts fonctionnaires qui avaient commencé leur carrière sous la Troisième République la continuèrent imperturbablement, en exécutant sans états d'âmes la politique du régime le plus réactionnaire que la France ait connu.

Il n'y eut d'ailleurs pas que la droite pour installer Pétain au pouvoir. La grande majorité des élus du « Front Populaire » de 1936 prêtèrent aussi leur concours à l'opération. C'est que les grands mots dont se drapent les politiciens professionnels comptent bien peu dans leurs choix politiques. Jean-Pierre Soisson ne fut-il pas un ministre d'ouverture du gouvernement Rocard, avant de se faire élire président de la région de Bourgogne grâce à l'appui du Front National ?

Pour lutter contre la droite raciste et xénophobe qu'incarne le Front National, il ne faut pas compter sur la bonne volonté des politiciens républicains. Il faut s'en prendre à la racine du mal, au chômage, à la progression de la misère, qui pousse une partie de la population dans les bras des démagogues d'extrême droite. Il faut prendre sur les immenses profits de la classe capitaliste pour financer les mesures nécessaires.

Cela ne pourra se faire que si nous, les travailleurs, ne nous contentons pas de remettre notre sort entre les mains des hommes politiques de la bourgeoisie, qu'ils se disent de « gauche » ou « républicains », et dont le métier consiste justement à nous tromper.

Cela ne pourra se faire que si nous faisons entendre notre volonté, que si nous montrons notre force. Le fait que près de 5 % des électeurs, là où l'extrême gauche a présenté des candidats (essentiellement Lutte Ouvrière), se soient prononcés pour un tel programme lors des récentes élections régionales, prouve que se renforce au sein de la population laborieuse le courant de ceux qui n'acceptent plus la situation présente. Ce n'est en tout cas que comme cela, par les luttes dans les entreprises ou dans la rue, que l'on pourra du même coup faire reculer le chômage et Le Pen.

LES REPRÉSENTANTS DE LUTTE OUVRIÈRE DANS LES ÉLECTIONS DE PRÉSIDENCES DE RÉGION

Dans toutes les régions où nous avions un ou plusieurs élus, il y a eu un candidat de Lutte Ouvrière dans les élections à la présidence de la région. Bien évidemment, cette candidature n'avait rigoureusement aucune chance d'aboutir. Mais la loi impose le scrutin secret, qui favorise toutes les magouilles. Elle interdit qu'il soit précédé d'un débat, mais exige des postulants qu'ils présentent par écrit leur candidature. Ce geste était donc la seule manière de rappeler sur la base de quel programme nos camarades avaient été élus, et quel programme ils défendraient donc dans cette assemblée. C'était aussi, au milieu de toutes les tractations plus ou moins malodorantes auxquelles ces élections ont donné lieu, le moyen de montrer que nous n'étions pas à la recherche d'une vice-présidence ou d'un quelconque autre poste en échange de nos suffrages, mais que nous étions là pour y défendre clairement notre politique.

AFP

À côté d'Arlette Laguiller, Daniel Lioubowny autre élu au Conseil régional d'Ile-de-France

En fait, compte tenu de la représentation des différents partis dans les neuf assemblées où Lutte Ouvrière était représentée, les voix de nos camarades ne pouvaient jouer un rôle déterminant que lors du troisième tour, quand la majorité relative est suffisante pour désigner le président de région. Car dans quelques régions, nos quelques voix pouvaient jouer un rôle décisif lors de ce troisième tour, et du côté de la « gauche plurielle », les sollicitations n'ont évidemment pas manqué.

À chaque fois que des représentants de cette gauche sont venus nous demander de les soutenir, comme dans la région Centre, ou en Haute-Normandie, nos camarades ont répondu qu'ils ne pourraient voter que pour un candidat qui reprendrait dans sa déclaration de candidature les points de notre programme qui nous paraissaient essentiels.

Concrètement, cela voulait dire que nous demandions au candidat de la gauche à la présidence d'adjoindre à sa déclaration, les paragraphes suivants, qui pouvaient être modifiés dans la forme, mais non sur le fond :

« *Les travaux et l'action du Conseil régional doivent être orientés prioritairement vers la création d'emplois.*

Il faut réviser toutes les subventions, avantages fiscaux et facilités de toute nature, primes à la création d'entreprises, rabais sur les terrains, aides à l'emploi, qui ont été concédés à des entreprises pour les attirer dans la région.

Il faut évaluer le nombre d'emplois réellement créés et maintenus depuis au moins les six dernières années et le coût, pour la région, de chaque emploi définitif créé, comparés à ce qu'aurait été le coût d'emplois directement créés par la région, par les départements ou les municipalités.

En effet, dans bien des domaines concernant la vie quotidienne de la population, écoles, hôpitaux, transports publics, des emplois peuvent être créés ou le plus souvent rétablis, sans investissements lourds, voire sans aucun investissement, contrairement au financement d'entreprises.

Je réexaminerai toutes les formations subventionnées afin de réorienter les crédits des formations artificielles, salles d'attentes pour diminuer artificiellement les statistiques du chômage, vers les formations qui débouchent immédiatement sur des emplois et, dans ce contexte, favoriser prioritairement des formations destinées aux chômeurs les moins qualifiés.

En résumé je demanderai de réorienter les finances de la région vers la création directe d'emplois au moyen des économies ainsi réalisées.

Je réexaminerai toutes les concessions qui ont pu être faites à des entreprises privées pour la gestion des activités incombant précédemment aux services publics (transports, cantines scolaires, distribution de l'eau, etc).

Je ferai en sorte de rendre transparents tous les accords passés par la région et les autres collectivités, j'interviendrai auprès des Conseils généraux et des municipalités pour les aider à réaliser ces crédits afin de pouvoir créer immédiatement et directement des emplois dans le domaine de leurs compétences respectives. Je demanderai à l'assemblée et aux conseils de rendre compte de l'activité du conseil dans les municipalités en invitant la population à assister à ses réunions et à participer, à conseiller, à critiquer nos travaux.

Je me servirai du crédit du Conseil régional pour insister auprès de l'État et du gouvernement pour que des mesures législatives immédiates soient prises pour interdire les licenciements collectifs, sans qu'aucune dérogation soit possible, en particulier dans les entreprises affichant des bénéfices, mesures assorties de sanctions financières lourdes en cas de non-respect de cette interdiction ».

Il va sans dire que si le candidat de la « gauche plurielle » avait accepté, nous n'aurions eu aucune garantie qu'il respecte sa signature. Mais tous les travailleurs auraient alors pu juger sur pièce de ce que valaient ses engagements.

Comme on pouvait s'y attendre, de toute façon aucun n'a accepté. L'ex-ministre des finances Michel Sapin (candidat socialiste dans la région Centre) a même explicité sa position, en refusant de s'engager à prendre position en faveur d'une loi qui interdirait les licenciements collectifs.

Mais à quoi aurait alors bien pu servir d'aider le candidat de la « gauche plurielle » à battre la droite, si celui-ci ne s'engageait pas à défendre les seules mesures réellement susceptibles de faire reculer le chômage ? Qu'est-ce que les travailleurs auraient pu y gagner ?

En fait, nos voix n'ont nulle part joué dans ce troisième tour un rôle déterminant, comme le montre l'analyse des résultats. Là où la droite l'a emporté, elle aurait gagné même si nous avions soutenu le candidat de la « gauche plurielle ».

Mais nous étions néanmoins prêts à affronter dans le cas contraire la tempête de critiques qui n'aurait pas manqué de venir du camp des réformistes ouverts ou camouflés, car il est temps que tous ceux qui veulent faire carrière au service de la bourgeoisie, en utilisant à cette fin les voix des travailleurs, apprennent que celles-ci ne leurs appartiennent pas par nature.

Daniel MARTI

À DROITE, QUELLE CRISE !

Les crabes qui remplissent le panier de la droite dite classique occupent aujourd'hui le devant de l'actualité. Les élus de droite se divisent, s'excommunient à qui mieux-mieux. Chirac a même décidé – sur le tard, il est vrai – de se jeter dans la mêlée, distribuant les mauvais points à tous, mais se signalant par la condamnation du FN, qu'il a qualifié de «*parti raciste et xénophobe*» qu'il fallait exclure des combinaisons politiques. Le même Chirac parlait naguère «*des mauvaises odeurs*» émanant de certains HLM et avait comme lieutenants et ministres, dans des gouvernements qu'il dirigeait, des hommes comme Pasqua et Pandraud. Comme quoi le professeur de morale ne répugne pas, à l'occasion, à cette démagogie xénophobe et raciste lorsque cela l'arrange, selon l'argument vicié qui consiste à dire qu'ainsi on couperait l'herbe sous les pieds du Front National. On a pu vérifier l'efficacité d'une telle attitude.

Aujourd'hui, la droite est en crise. Une crise politique dont on dit qu'elle risque de ne pas se relever. L'avenir dira sous quelle forme cette droite se rétablira, autour de quels leaders et de quelle politique. Mais il serait naïf de croire qu'elle va disparaître en tant qu'élément de l'alternance politique.

En fait, si cette crise peut avoir des conséquences sur la carrière de certains hommes politiques, elle n'est qu'une péripétie, comme il y en a en permanence dans le vivier politicien. La droite en a vécu d'autres. Telle celle qu'elle a traversée à l'occasion de l'élection présidentielle de 1995, qui vit Chirac triompher de son rival Balladur, dont on ne sait si les écorchures se sont enfin cicatrisées. Celle aussi née des conséquences de la dissolution, dont les comptes ne sont pas forcément tous soldés, contrairement à ce qu'a déclaré Séguin. Mais cela n'empêche pas la droite de siéger à l'Elysée, d'occuper toujours la majorité des présidences des Conseils régionaux et généraux.

En fait, ces querelles au sein d'un même camp qui peuvent sembler, non pas suicidaires – il ne faudrait pas exagérer – du moins dévalorisantes, ont pour cause le fait que, au sein de ce camp, les politiciens n'ont pas les mêmes ambitions ni les mêmes moyens de les satisfaire.

Il y a ceux qui se placent sur les rangs pour des fonctions nationales : députés, futurs ministres, et pour quelques-uns, candidats à l'Elysée. Il est évident que, par exemple, pour un candidat à la présidence de la République, il n'est pas utile, mais plutôt handicapant, de négocier avec le FN pour se faire élire. Avant le premier tour, où l'enjeu est d'être le premier de son camp, comme au deuxième, où il est nécessaire de recueillir la majorité des suffrages, l'apport négocié des 15 % de voix du FN pourrait lui en faire perdre bien plus dans le reste de l'électorat.

Mais il y a aussi tous les politiciens qui briguent les postes qui passent à leur portée. Pour eux, pas question d'attendre des années une hypothétique récompense à leur patience. Et si, aujourd'hui, s'allier au Front National leur permet de décrocher un poste, beaucoup y sont prêts comme on vient de le voir. L'un des éléments qui explique l'actuelle curée de ces gens-là sur les responsabilités à la tête des Conseils régionaux est le fait qu'il n'y aura pas d'élection nationale avant 2002, aussi bien à l'Assemblée qu'à la présidence de la République. À moins que Chirac se risque à une nouvelle dissolution !

D'ailleurs, en matière de crise interne, la gauche a eu son lot, que ce soit au sein du Parti Socialiste, comme en 1990 lors de son congrès de Rennes, ou encore lorsque le PCF et le PS se sont opposés dans la fausse querelle sur le contenu du Programme Commun, entre 1976 et 1981. En aucun cas cela ne préjugea des relations futures entre tendances et partis de gauche.

Reste que, par-delà ces péripéties politiciennes, l'existence du Front National pèse sur la politique. Mais ce qui est bien plus inquiétant encore que le rôle qu'il peut jouer dans les combinaisons arithmétiques qui font et défont des majorités, c'est l'influence qu'il a acquise au sein de la population. Cela pèse sur la vie politique que le FN soit accueilli ou récusé dans des combinaisons de circonstance. Et c'est cela qu'il faut dégonfler. Pas seulement par des anathèmes ronflants, plus ou moins sincères, mais par une politique radicale, vraiment radicale, qui ose s'en prendre aux racines du chômage, qui n'hésite pas à s'attaquer aux profits du grand patronat. Une politique qui tranche avec cette politique timorée, pleutre, pour ne pas dire complice de la gauche plurielle.

Jean-Pierre VIAL

QUAND LA GAUCHE LOUANGE LA DROITE

Les représentants de la gauche, à commencer par le premier d'entre eux, Lionel Jospin, mais aussi les dirigeants du Parti Communiste, n'ont pas ménagé leurs félicitations à la droite qualifiée de républicaine ou de démocrate. Jospin a salué la « clarté » et la « sincérité » des dirigeants nationaux de la droite parlementaire, lors de son intervention du jeudi 19 mars, qui condamnaient les accords tacites ou explicites que certains représentants de l'UDF avaient conclu avec le Front National pour conserver la présidence des Conseils régionaux.

Dans ces polémiques et dans le trouble qui secouent la droite, après que plusieurs de ses représentants ont accepté les voix du FN (et sans que cela ne gêne aucunement les conseillers de l'UDF ou du RPR des régions concernées), il n'y a nulle trace de « valeur républicaine », si tant est que ce terme ait le contenu qu'on lui prête dans le langage courant. Il est vague et imprécis, chacun pouvant y mettre tout, n'importe quoi, et son contraire.

Pourtant, c'est sur ce terrain que la gauche a choisi d'exercer sa pression sur la droite.

Ainsi, tous les partis de gauche représentés dans un « Comité national de vigilance contre l'extrême droite » ont diffusé un appel invitant « *les élus de droite à réagir* (contre le FN), *avec la force et l'honneur de leurs convictions républicaines* ». Ainsi encore, *L'Humanité* du 24 mars vante les mérites de cette droite républicaine et démocratique incarnée par des hommes comme Barre, de Charette ou Baroin. *L'Humanité* du même jour ne se contente d'ailleurs pas de décerner des certificats de démocratisme à d'ex-ministres de droite ; Chirac a droit aux éloges de Hue, qui voit dans la déclaration présidentielle une attitude « *tout à fait digne* ».

Le Parti Socialiste n'est évidemment pas en reste, et par la voix de Hollande il estime que la droite classique et la gauche devraient essayer de « *s'en sortir collectivement* » face au FN.

Alliant le geste à la parole, les partis de la gauche plurielle se sont abstenus de présenter des candidats dans plusieurs régions où la droite classique était majoritaire. C'était là une façon de ne plus s'afficher politiquement en présentant cette droite comme un rempart contre le Front National. C'est pourtant de cette droite que sont sortis bien des cadres actuels du FN, à commencer par Mégret ; c'est de cette droite que surgissent aujourd'hui des Blanc, Millon et autres Baur, pressés de faire alliance avec l'extrême droite pour conserver leur fauteuil, sans parler de la girouette Soisson qui tout en faisant partie de cette droite a fait un bref stage dans des gouvernements socialistes

Alors, voir la gauche faire le tri entre les prétendus bons et mauvais éléments de la droite parlementaire a quelque chose de dérisoire mais aussi d'édifiant. Cette attitude rappelle en fait que la gauche et la droite classique sont interchangeables. D'ailleurs, lors de leur alternance au pouvoir, la politique fondamentalement identique que mènent les uns et les autres, le démontre amplement.

Georges LATTIER

CONTRE L'EXTRÊME DROITE MANIFESTONS, SAMEDI 28 MARS

Le ralliement de toute une fraction de la droite classique à la recherche d'accords avec le Front National montre que ce n'est pas sur une prétendue droite républicaine qu'il faut compter pour combattre l'extrême droite.

La lutte contre le poids grandissant de cette extrême droite dans la vie politique appelle des mesures de salut public contre le chômage, que se montrent incapables de prendre ceux qui s'inclinent devant la logique du profit capitaliste.

Ce sont ces deux vérités essentielles que Lutte Ouvrière fera entendre dans les manifestations anti-Le Pen du 28 mars, auxquelles elle appelle tous les jeunes, tous les travailleurs, à participer.

À Paris, la manifestation partira à 15 heures de la Place de la République.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

LES FOURRIERS DE L'EXTRÊME DROITE SONT À DROITE... MAIS PAS SEULEMENT

L'élection de présidents de régions de droite avec le soutien de l'extrême-droite confirme que rien n'arrête un certain nombre de ces politiciens en mal de siège. Cette alliance n'est cependant pas vraiment une surprise : dans le passé déjà on avait vu à Dreux un accord RPR-Front National pour l'élection d'un député gaulliste, et on avait vu dans les régions – en Languedoc-Roussillon ou en Provence-Alpes-Côte d'Azur – des leaders de la droite comme Blanc ou Gaudin, pas gênés de gouverner avec des élus du parti de Le Pen. Le poids du Front National ayant depuis progressé, le phénomène a seulement gagné en ampleur.

« *Les digues entre la droite et l'extrême droite ont sauté* » dit-on dans les médias. Plaisanterie ! Car les frontières entre la droite RPR-UDF et le Front National n'ont jamais été étanches, loin de là. Pas seulement parce qu'un certain nombre de notables sont passés de l'un à l'autre au gré des possibilités de récupérer un fauteuil, mais parce que les leaders des partis auxquels ils appartiennent, dans la course aux places de toutes sortes, s'efforcent de caresser les électeurs dans le même sens du poil.

Un Pasqua ou un Debré, qui ont été à l'origine des lois anti-immigrés, ne sont pas moins racistes ou démagogues qu'un Le Pen. Et quand à gauche on trouve un Chevènement pour faire une nouvelle loi qui préserve les pires aspects des précédentes, en dépit des promesses d'abrogation avant les élections de 97, ou quand on voit sous un gouvernement Jospin comment sont matraqués et mitraillés la centaine de « boat people » réfugiés en Nouvelle Calédonie, hommes, femmes et enfants, qui manifestaient pour ne pas être renvoyés en Chine, on peut voir de quoi des politiciens de droite comme de gauche sont aussi capables. En chassant largement sur les terres d'un Le Pen, ils l'ont crédibilisé et ont favorisé son ascension.

Les dirigeants de la gauche hurlent pourtant hypocritement aujourd'hui leur indignation face à cette alliance droite extrême-droite qui leur fait passer sous le nez des présidences de région convoitées. Ils n'hésitent pas à exhorter la droite à défendre son prétendu « *honneur* », et parlent de « *défense des valeurs de la République* ». Rien que ça ! Mais s'ils avaient voulu rendre cette alliance inefficace, s'ils avaient voulu être réellement majoritaires, pourquoi se sont-ils contentés une fois au gouvernement de poursuivre la même politique que la droite, en ne prenant aucune mesure réellement efficace contre le chômage, en continuant une politique défavorable aux travailleurs ?

Le Pen aide la droite à garder ses positions et lui propose de partager les postes – aujourd'hui au niveau des régions, demain au niveau du pays tout entier – en lui signifiant qu'elle a besoin d'eux pour revenir au gouvernement. C'est avec l'espoir qu'à un moment ou l'autre, la droite sera bien obligée de leur repasser les plats. Car les dirigeants du Front National, contrairement à ce qu'ils veulent faire croire, sont aussi des politiciens qui ne demandent qu'à « *aller à la soupe* ». Ceux parmi les travailleurs qui ont voté pour eux en croyant à leurs déclarations sur « *les politiciens pourris* » devraient se rendre à l'évidence : tout compromis que soient les chefs de la droite dans des scandales financiers, Le Pen ne renâcle pas à les maintenir à leur poste ni à les remettre au pouvoir… pourvu seulement qu'ils laissent des places pour lui et ses amis.

Oui le Front National est le pire ennemi des travailleurs. Car non seulement il n'est pas regardant lorsqu'il s'agit de s'allier avec la droite, mais si l'occasion s'en présentait, il se réserve aussi la possibilité de mettre en œuvre les choix idéologiques ouvertement fascistes qu'il affiche.

Il serait complètement fou de compter sur « *l'honneur de la droite* », ou sur le gouvernement de gauche pour nous protéger de ce danger. Le meilleur moyen de faire reculer l'extrême-droite c'est de faire reculer le chômage. Mais pour cela nous devons nous battre avec nos moyens dans les entreprises et dans la rue, pour imposer au patronat et au gouvernement des mesures d'urgence en faveur des travailleurs, ceux qui ont un emploi comme ceux qui n'en ont pas.

Editorial des bulletins d'entreprise L'Etincelle *de la minorité du lundi 23 mars 1998*

Leur société

DES MOTS... DÉMOCRATIE ?

ON ESCAMOTE LES VRAIS PROBLÈMES

Chirac l'a dit, à sa façon : il faut changer le mode de scrutin ! Mais avant lui, Fabius, Hollande et bien d'autres et tout un sérail de commentateurs politiques, journalistes et politologues confirmés ont dit : si aujourd'hui le FN est en situation d'arbitre, s'il peut proposer des marchés, des trocs, des combinaisons, des alliances avouées et inavouées, c'est parce que le mode de scrutin des régionales, c'est-à-dire la proportionnelle avec barre à 5 %, l'a placé en situation de jouer ce rôle.

Tous confondent les effets et les causes. Le problème des partis gouvernementaux, c'est comment ne pas tenir compte des 15 % de voix du Front National. Et accessoirement, comment ne pas tenir compte des 5 % des voix de l'extrême gauche. Comment éliminer les minorités, comment, pour employer leur langage, les « empêcher de nuire » ?

Et on entend un concert de protestations contradictoires, cacophoniques, mais toutes axées sur la nécessité de réformer le mode de scrutin. Les uns préconisent, pour les futures élections législatives, d'instaurer un scrutin qui, au deuxième tour, supprimerait les triangulaires, comme pour les présidentielles, les deux candidats les mieux placés resteraient seuls en lice, les autres iraient au placard. D'autres, ou les mêmes, proposent pour les régionales un scrutin semblable à celui des municipales : le parti majoritaire ou arrivé en tête aurait la majorité des sièges et se partagerait avec les autres à la proportionnelle (toujours avec la barre des 5 % ou plus) les autres postes. Personne n'a avancé l'idée du candidat unique, du parti unique, mais ce serait bien dans la logique de ce qu'ils proposent.

Bref, pour tout ce petit monde, bien installé, il s'agit de supprimer ou de museler les minorités. Mais ils peuvent bien modifier ou casser le thermomètre, ils ne feront pas tomber la fièvre.

En plaçant le problème sur le plan électoral : mode de scrutin, alliances, regroupements du premier ou deuxième tour, les politiciens de droite et de gauche se placent sur un terrain strictement formel qui ne tient aucunement compte des réalités.

Aujourd'hui, la réalité c'est la permanence de la crise qui mine la société. Là le problème est avant tout social. Il y a plus de trois millions de chômeurs, sept millions de personnes en situation de précarité. Et c'est cette situation catastrophique qui peut à tout moment déboucher sur un séisme social. Le reste, ce qui se passe dans les institutions de l'État, le Parlement, la région, les départements, ne concerne qu'une couche de gestionnaires et de notables incrustés dans le fromage.

Aujourd'hui, pour le milieu politique, les pauvres ne comptent pas, les chômeurs viennent à peine de se faire entendre, les travailleurs sont enfermés dans la pression de la productivité que les chefs d'entreprises exercent sur eux ; dans les profondeurs de la société s'accumulent des rancœurs, des drames, des désespoirs, des révoltes qui déboucheront un jour sur des situations explosives qui feront fi des impasses électorales avec leur cortège de leurres et de tromperies.

C. B.

SOISSON TOUJOURS AUSSI HARICOT SAUTEUR

C'est sans état d'âme, du moins jusqu'à la déclaration télévisée de Chirac, et jusqu'à ce que les pressions politiques dans son camp se fassent plus fortes, que Jean-Pierre Soisson a accepté les voix du FN pour être élu président du Conseil régional de Bourgogne. Mais quel est exactement ce camp ? En 1992 d'ailleurs il avait obtenu ce même poste avec le même soutien… plus celui des élus socialistes.

Soisson se définit comme un « nomade » politique. C'est le moins qu'on puisse dire ; toute sa carrière n'est faite que de revirements, avec pour seule ligne directrice une aptitude certaine à choisir la mangeoire, sans se soucier de savoir qui lui donne son picotin.

Membre fondateur du Parti Républicain, ancien ministre de Giscard, maire barriste d'Auxerre, Rocard lui offre en mai 1988 la place de ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle comme « personnalité d'ouverture », au nom de la « réconciliation nationale ». Il continuera à naviguer dans les gouvernements socialistes suivants (Cresson puis Bérégovoy), et c'est la droite, de retour au pouvoir, qui le renverra au Conseil régional de Bourgogne.

Qu'un tel homme, dont toute la carrière est faite de zigzags et de reniements, aille plonger dans le marigot FN pour y pêcher des soutiens, n'est pas pour surprendre. Mais il a, il faut reconnaître, un solide alibi pour justifier ses divagations intéressées : l'appui que lui a apporté pendant des années, cette gauche qui le voue aux gémonies aujourd'hui.

M. L.

Face aux refus de régularisation et aux expulsions

SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DES SANS-PAPIERS

Pascal Guyat/AFP

Manifestation le 18 mars à Paris.

Les 150000 demandes de régularisation déposées par les « sans-papiers » devraient, selon les autorités, être examinées avant fin avril. Mais fin février, 62000 seulement avaient été traitées, dont la moitié, plus de 30000, avaient abouti à un rejet. Les dossiers les moins épineux ont souvent été traités en priorité ce qui laisse penser que le nombre de rejets à venir risque d'être plus fort encore. Au total, c'est donc sans doute plus de la moitié, soit plus de 75000 personnes qui risquent d'être expulsées.

Si les parents d'enfants nés en France ou les conjoints de Français ou d'étrangers en situation régulière peuvent généralement espérer une carte de séjour temporaire, mais d'un an seulement, il est pratiquement impossible d'en obtenir pour des célibataires, même vivant depuis longtemps en France. Il faut en effet présenter fiches de paye, avis d'imposition etc. pour prouver l'ancienneté de son séjour. Toutes choses évidemment impossibles à produire par un sans-papier, condamné à vivre et à travailler clandestinement.

Les candidats au droit d'asile sont la plupart du temps déboutés de leur demande.

De plus, certaines préfectures en rajoutent. Ainsi la préfecture de Bobigny refuse systématiquement la régularisation de ceux qui ne présentent pas de passeport. Par exemple, un réfugié politique tunisien, condamné à 20 ans de prison dans son pays, qui remplit toutes les conditions, marié et ayant un enfant né en France, s'est vu exiger un passeport pour obtenir ses papiers. C'est évidemment impossible à obtenir à son ambassade. Autre exemple, une femme enceinte, s'est vu refuser la régularisation : « *Votre enfant naîtra sans doute en France, mais il n'est pas né au moment de votre demande* ». Donc refusé !

Mais, au-delà du zèle imbécile et xénophobe de certaines préfectures, c'est le ministère qui donne le ton. Il a par exemple ajouté à la circulaire que les déboutés du droit d'asile doivent prouver qu'ils ont possédé un titre de séjour de six mois pendant l'instruction de leur dossier, ce qui exclut la plupart d'entre eux.

Et puis, franchis les multiples barrages administratifs, il reste le coup de bambou financier. Il faut débourser de 3000 à 4000 F de taxes de chancellerie, de visite médicale etc., sans parler des frais éventuels d'avocats. Les papiers ne sont délivrés que quand ces frais sont payés. Une somme bien souvent hors de portée de familles sans revenus réguliers. Aucun fonds d'aide n'est prévu.

Avec le refus, les candidats reçoivent une invitation à quitter le territoire. Au bout d'un mois, s'il n'y a pas trace de leur départ dans les aéroports, ils peuvent recevoir un arrêté de reconduite à la frontière. D'ores et déjà, de nombreuses expulsions ont eu lieu, facilitées par le fichier central alimenté par ces candidatures. En majorité, la plupart de ces expulsions ont lieu vers l'Algérie. Il s'agit bien souvent d'hommes et de femmes qui risquent leur vie en retournant au pays. Il est de bon ton au gouvernement de dénoncer les massacres, la barbarie en Algérie et de parler d'une « commission d'enquête internationale ».

Les sans-papiers n'ont d'autre choix que de lutter. Les occupations d'églises, les manifestations se sont déroulées toute la semaine dernière. Chevènement a eu le culot de déclarer : « *Les occupations d'églises par les sans-papiers sont pain béni pour le Front National* ». Ce qui est pain béni pour le Front National, c'est la couardise de ce gouvernement vis-à-vis des licencieurs, des capitalistes, c'est son absence de volonté de s'en prendre aux causes du chômage et de la misère.

Mais Chevènement ne s'est pas contenté de dénigrer les sans-papiers. Il a envoyé les CRS qui ont évacué l'Église Saint-Jean-de-Montmartre dans le 18e arrondissement de Paris et Notre-Dame-de-la-Gare, dans le 13e arrondissement. Plusieurs dizaines de personnes ont été placées en rétention et quelquefois condamnées en correctionnelle.

Cette fermeté du gouvernement ne lui rapportera pas une voix du côté de la droite et de l'extrême droite. Pour les racistes, le gouvernement n'en fera jamais assez contre les immigrés. Par contre, il perpétue la précarité quand il ne l'aggrave pas de dizaines de milliers d'hommes et de femmes.

« *Régularisation de tous les sans-papiers !* » « *Non aux expulsions !* » Les revendications des sans-papiers concernent tous les travailleurs. Il faut que nombreux on le fasse entendre aux oreilles du « citoyen » Chevènement.

Christian BERNAC

Communiqué

SANS PAPIERS : NON AUX EXPULSIONS !

Les collectifs de défense des sans-papiers nous informent que certains de ceux-ci, interpellés lors des actions dans le 13e et le 18e arrondissements de Paris, vont être expulsés.

Des rendez-vous sont prévus pour tenter d'empêcher leurs expulsions :

RDV Jeudi 26 mars à 7h à Gare du Nord, ou 7h30 à l'aéroport Roissy 1, vols Air Afrique Bamako, ainsi que vendredi 27 mars, RDV 8h45 Gare du Nord ou 9h15, aéroport Roissy 2A.

MINIMA DE MISÈRE ET PROFITS MAXIMUM

Une étude menée par l'Association Familles de France met une nouvelle fois en évidence la montée en flèche de la misère en France. On compte actuellement 1790000 enfants, soit un sur dix, qui vivent dans la pauvreté, dont 950000 sont dans des familles touchant au moins l'un des minima sociaux.

Un parent isolé avec quatre enfants peut se retrouver à devoir subsister avec, par personne, 383 F par mois ! Voilà où en sont ces fameux minima dits « sociaux » que Jospin se refuse à augmenter vraiment, sous prétexte que cela mettrait en péril le budget de l'État.

Deux jours avant la parution dans la presse de cette étude, la Bourse de Paris battait son vingtième record et affichait une hausse depuis janvier de plus de 20 %.

P. B.

Russie LA PURGE COMME REMÈDE D'UN POUVOIR MALADE

Sans crier gare, Eltsine vient de limoger tout son gouvernement. Certes, depuis 1991 qu'il dirige la Russie, il n'a pas été avare de disgrâces retentissantes. Il a éloigné du pouvoir tous ceux qui se rapprochaient un peu trop du poste suprême. Mais qu'est-ce qui a pu inciter ce tsar à mi-temps, écarté de son poste à intervalles rapprochés par des problèmes de santé, à procéder à une purge d'une telle ampleur ?

Le pillage du pays

« *Les gens n'ont pas le sentiment que les changements vont dans le sens d'une amélioration* », a expliqué Eltsine. Mais la chose n'a rien de nouveau, ni pour la population ni pour le maître du Kremlin. Les salaires ne sont pas payés ? Cela fait des années que cela dure. Les impôts ne rentrent pas ? Ce n'est pas original non plus. Le Fonds monétaire international (FMI) a fait savoir qu'en 1997 l'État russe avait distribué presque deux fois plus de subventions qu'il n'avait engrangé de recettes, mais ce n'est pas pour inquiéter les dirigeants de la bureaucratie russe : le pillage de l'État est organisé par sa propre bureaucratie. Quant à l'addition, c'est à la population qu'elle la présente, en ne lui versant pas à temps salaires et pensions, en réduisant les services publics. Et puis, pour boucler les fins de mois d'un État au bord de la banqueroute, les dirigeants de la bureaucratie, Eltsine comme les ministres qu'il vient de démissionner, savent que le FMI ne se fait pas trop tirer l'oreille pour accorder des crédits. Les dirigeants et les institutions du monde impérialiste auraient trop à craindre d'un effondrement économique et social de la Russie. Là encore, c'est à la population laborieuse de Russie que l'on présente la note à régler de la prétendue « aide » internationale car les banquiers occidentaux entendent bien avoir leur part de la mise en coupe réglée du pays.

Ces derniers mois, la situation s'est sérieusement dégradée. Ce que l'on appelle la « crise asiatique », avec l'effondrement boursier qu'elle a provoqué en Russie, a accéléré la fuite des capitaux tandis que l'État, pour les retenir, augmentait considérablement le taux de ses obligations. Cela a appâté certains spéculateurs, mais cela a encore plus vidé les caisses de l'État. D'autant plus que la baisse des cours mondiaux du pétrole et du gaz – principales sources de devises d'une Russie qui est parmi les premiers exportateurs d'hydrocarbures au monde – a mis à mal les finances publiques.

Eltsine n'est évidemment pas fâché, en accusant son gouvernement d'inefficacité, de lui faire supporter la responsabilité de l'aggravation de la situation du pays. D'autant que la mise en circulation, en janvier, du « nouveau rouble » cache mal une dévaluation de fait et une nouvelle baisse du niveau de vie de l'immense majorité de la population : tous ceux qui, n'appartenant ni à la bureaucratie ni à la petite-bourgeoisie, n'ont aucune source de revenus en devises étrangères.

Le « paradoxe russe »

L'aggravation de la situation du pays suffirait-elle à pousser Eltsine, ou son entourage, à limoger tout le gouvernement ? On peut en douter.

Commentant l'événement, un quotidien anglo-saxon des milieux d'affaires, le *Financial Times*, estime que même si Eltsine s'est empressé d'affirmer que le nouveau gouvernement « *maintiendra la même politique que le précédent,* (...) *paradoxalement, c'est maintenant l'instabilité politique suscitée par Eltsine qui fait courir le plus grand danger* » à ce que ce journal appelle « *les réformes économiques* ».

Ce problème, lui non plus, n'est pas nouveau. Depuis près de dix ans que les dirigeants de la bureaucratie ont décidé ces « réformes », c'est-à-dire de démanteler l'économie planifiée et étatisée, les luttes autour du pouvoir maintiennent une instabilité politique quasi permanente. Les clans dirigeants de la bureaucratie ne cessent de se battre comme des chiffonniers pour s'emparer du pouvoir, et par là même des meilleurs morceaux d'une économie promise à leur pillage. Ce faisant, ils affaiblissent ce qui reste d'un pouvoir central censé assurer le succès des « réformes ». Mais c'est affaiblir aussi le seul cadre plus ou moins stable sans lequel il ne peut pas y avoir de « *transition vers le marché* », comme s'en inquiète le journal déjà cité.

AFP

Le pouvoir d'Eltsine reste contesté.

ARC

« Pendant mes vacances pas touche ! » faisait dire un hebdomadaire au fauteuil de Tchernomyrdine jalousé par les sièges de ses ministres. Tchernomyrdine est revenu de congés, Elstine de maladie : le second a courcicuité le premier.

Nettoyage de printemps

En fait, ces préoccupations sont sans doute bien éloignées de celles des caciques de la bureaucratie russe. En licenciant toute son équipe gouvernementale, Eltsine a probablement cherché à éloigner du Kremlin des gens qui, au gré de ses maladies à répétition, avaient pris trop d'indépendance et de poids : le Premier ministre Tchernomyrdine, le premier vice-Premier ministre Tchoubaïs, le vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur, Koulikov. A tous ceux-là, à la différence des autres ministres limogés, Eltsine n'a pas demandé de rester en poste le temps de former le nouveau cabinet.

Eltsine a donc fait le vide autour de lui et nommé Premier ministre par intérim un « jeunot » arrivé au gouvernement en novembre dernier. Ce n'est pas lui qui lui fera de l'ombre, pour l'instant. En attendant, ces purges répétées au sommet apportent la preuve que le pouvoir d'un Eltsine reste contesté de toutes parts par les hiérarques, les clans, les appareils d'une bureaucratie qui fait sienne la devise : après moi, le déluge...

Pierre LAFFITTE

Grande-Bretagne

BLAIR À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

COMMUNION DANS L'AUSTÉRITÉ

Le 24 mars, le Premier ministre britannique Tony Blair était venu vanter à la tribune de l'Assemblée nationale française sa « troisième voie » entre le laisser-faire et l'étatisme, cette voie « à la gauche du centre » que Clinton incarnerait, selon lui, outre-Atlantique, et dont lui, Tony Blair, se voudrait le chef de file en Europe.

Cette prestation venait à point nommé puisque, tout juste une semaine auparavant, le gouvernement Blair avait mis la dernière main à sa fameuse « révolution » de la protection sociale dont il a fait son flambeau, depuis son arrivée au pouvoir en mai dernier.

C'est à l'occasion de la présentation du budget 1998-1999 que son ministre des Finances Gordon Brown a annoncé le détail des mesures qui, selon lui, vont mettre fin à la « culture de dépendance » qui marque la société britannique, c'est-à-dire ses couches les plus pauvres.

Finies les allocations sociales qui, selon les travaillistes, avaient la désastreuse tendance à « *décourager les chômeurs de travailler* ». A la place, à compter de l'an 2000, les chômeurs « méritants », c'est-à-dire ceux prêts à prendre le premier « job » venu, ne fût-ce que quelques heures par semaine payées à un taux dérisoire, verront que « travailler ça rapporte », grâce à un « Crédit d'Impôt aux Familles Laborieuses » qui sera porté en déduction de leur impôt sur le revenu sur chaque feuille de paie. A ces pauvres « méritants », les travaillistes se disent prêts à faire les concessions les plus « généreuses ». Entendez par là que Blair leur garantit un crédit d'impôt minimum d'environ 2000F par mois et par famille, auquel viendront s'ajouter d'autres crédits d'impôts destinés à remplacer l'équivalent des allocations familiales, à concurrence d'un certain maximum.

Cette « fiscalisation » des allocations sociales a, du point de vue des technocrates travaillistes, l'énorme avantage de faire passer les prestations sociales du chapitre des dépenses sociales à celui du manque à gagner fiscal. Un tour de passe-passe, sans doute, mais qui permet à la fois d'empêcher les plus pauvres de mesurer l'étendue de l'austérité qui leur est infligée, tout en cédant à l'exigence des classes riches d'en finir avec la croissance des budgets sociaux qui, malgré l'austérité des deux dernières décennies, n'ont cessé d'augmenter du fait de l'augmentation du nombre des pauvres.

Mais surtout, il s'agit, comme le fait déjà de fait le budget qui a été présenté le 17 mars, de repousser dans une quasi-inexistence sociale les millions de ces pauvres qui ne satisfont pas aux critères de « mérite » fixés par le pouvoir. Déjà aujourd'hui, la baisse des chiffres du chômage cache en fait une montée parallèle du nombre des adultes aptes au travail mais classés « inactifs ». Encore ceux-ci ont-ils droit, pour l'instant, à un certain nombre d'allocations, dont une allocation logement qui permet à des millions d'adultes et d'enfants d'avoir malgré tout un toit. Or les travaillistes ne cachent pas leur intention de mettre fin à une allocation qui compte pour 120 milliards de francs par an dans le budget de l'Etat.

Or justement, sur ces pauvres-là (deux à trois millions de foyers suivant les estimations), il n'y a déjà plus un seul mot dans ce budget. Si ce n'est ce commentaire du ministre des Finances au Parlement affirmant que « *dorénavant il n'y a plus aucune excuse pour rester chez soi à vivre des allocations* ». De là à passer aux méthodes cœrcitives destinées à exclure de la protection sociale les exclus du marché du travail, il n'y a qu'un pas. Et ce pas, Blair l'a déjà franchi avec les chômeurs de moins de 25 ans qui dorénavant devront travailler pour toucher la moindre allocation, et bientôt tous les chômeurs enregistrés depuis deux ans et plus comme le prévoit le budget.

Il n'y a pas de miracle. La prétendue reprise de l'économie britannique n'a pas créé les emplois qui permettraient d'absorber une partie, même faible, des chômeurs réels. Les travaillistes eux-mêmes sont bien obligés de le reconnaître, puisque leurs propres chiffres montrent que 5 % seulement des jeunes de moins de 25 ans « pris en main » depuis le mois de janvier par les « mentors » destinés à les mettre au travail, ont pu trouver un emploi – précaire bien sûr.

C'est donc une entreprise d'exclusion sociale à grande échelle que lancent les travaillistes au nom de leur prétendue « troisième voie ». Une entreprise marquée, quoi qu'en dise Blair, par un « étatisme » d'ailleurs des plus autoritaires. Tout comme c'est d'étatisme qu'il faut parler s'agissant des cadeaux au patronat et aux riches – qu'il s'agisse de la réduction de l'impôt sur les sociétés à 30 % (il était de 33 % lorsque les travaillistes sont arrivés au pouvoir), de la réduction des contributions patronales, des subventions à la création d'emploi (jusqu'à 3300F par salarié et par mois) ou encore des cadeaux fiscaux aux actionnaires concédés sous prétexte d'encourager l'investissement. Cette « troisième voie » ne fait que renforcer les bourgeois dans une situation d'« assistés » nantis !

On comprend bien pourquoi Blair a pu avoir, comme l'a rapporté la presse, un tel succès à la Chambre des députés française. Les politiciens de droite comme les partisans de la méthode Jospin n'ont fait que saluer un précurseur.

François ROULEAU

Russie

ARRIÉRÉS DE SALAIRES

ELTSINE ET SES BOUCS EMISSAIRES

Dans son discours annuel sur l'État, en février, Eltsine avait déclaré qu'il rendrait le gouvernement responsable si les colossaux arriérés de salaires et pensions n'étaient pas, enfin, versés.

Cela n'avait impressionné personne car, depuis des années, Eltsine entonne ce refrain sans que cela ait jamais aucun effet. Ces arriérés représentent l'équivalent de 7,5 milliards de francs pour les travailleurs du secteur public et de 50 milliards pour ceux du privé. Cette situation est dramatique par son ampleur : selon les autorités, les deux tiers de la population russe n'ont même pas le minimum vital local pour survivre. Régulièrement, la presse publie des reportages sur des usines où les ouvriers – tels ceux de Chtamp, à Toula, impayés depuis juillet ! – séquestrent leurs directeurs pour obtenir leur dû, ou sur le sort des mineurs, tels ceux de la région de Vladivostok qui ont récemment sorti le gouverneur de son palais provincial pour lui imposer de payer une partie de ce que lui et sa bande leur avaient volé.

Tout aussi régulièrement, les députés d'une Douma (le Parlement) tenue par les partis d'opposition font semblant de s'émouvoir du sort des salariés. Ces députés, qui font souvent partie de la bureaucratie provinciale, ne sont pas les derniers à profiter par de multiples biais du pillage des entreprises, mettant celles-ci au bord de la faillite et dans l'incapacité de régler les salaires, ou à profiter plus directement encore du pillage des fonds salariaux. Cela n'empêche pas ces mêmes députés de tenter de se dédouaner vis-à-vis de leurs électeurs en accusant « les autres » de détourner salaires et pensions.

Le 10 avril, Eltsine devant venir présenter son bilan devant la Douma, les députés auraient eu une bonne occasion de se livrer à cet exercice, si Eltsine ne les avait devancés en limogeant le gouvernement, accusé devant les caméras de télévision d'être incapable d'assurer leur paye aux travailleurs du pays. On peut parier que personne n'aura le mauvais goût de parler de la loi du 23 décembre dernier – présentée par le gouvernement, votée par la Douma et signée par Eltsine – qui impose aux entreprises de payer leurs impôts avant de verser les salaires ! Les impôts sont comme les salaires, ils « disparaissent », et si la bureaucratie est payée pour savoir dans quelles poches aboutit tout cet argent, elle ne va pas vider les siennes en public.

A la veille de la journée nationale de manifestations à laquelle appellent les syndicats pour le 9 avril, Eltsine pourrait même, comme l'an dernier en pareille occasion, affirmer comprendre les salariés. Cela d'autant plus qu'il compte bien que les syndicats se garderont de jeter de l'huile sur le feu. En tout cas, l'an dernier, on a vu qu'ils n'entendent donner aucune perspective à une journée conçue comme un exutoire sans lendemain au désespoir du monde du travail.

P.L.

Concours-photo dans les Nouvelles de Moscou *: les ouvriers de Saratov viennent d'être payés en nature...*

Dans le journal de l'armée, Kragnaïa Zvezda *: « Tu comprends, ce mois encore on nous a payés avec la production de l'usine ».*

Italie

« AIDER LE SUD »... OU AIDER LES PATRONS?

Naples et sa région, la Campanie, ont eu leur journée de grève générale vendredi 20 mars. Un cortège de 50000 à 80000 personnes, selon les estimations, a parcouru les rues de la ville pour demander des mesures de lutte contre le chômage et l'emprise croissante de la Camorra, la mafia napolitaine.

Le taux de chômage moyen en Italie est du même ordre qu'en France, mais il atteint en effet plus du double dans le Sud et en particulier en Campanie où il s'est accru ces dernières années et dépasse aujourd'hui les 25 % de la population active. La Campanie compte à elle seule 1050000 chômeurs, le tiers des chômeurs de toute l'Italie, dont 450000 dans la seule province de Naples. Entre Naples et Palerme se concentre ainsi une grande partie de la misère. Cela offre un terrain de choix aux activités de la Mafia et de la Camorra : car dans ce contexte la contrebande, les trafics, l'appartenance aux réseaux de la criminalité organisée, deviennent pour beaucoup le seul moyen de gagner sa vie; quitte à la perdre parfois dans un règlement de comptes.

À ce problème du chômage, le gouvernement dit de gauche de Romano Prodi, en place depuis 1996, n'a apporté que quelques palliatifs, comme les « travaux socialement utiles », comparables aux « emplois jeunes » de Jospin, qui ont donné un emploi provisoire à quelques dizaines de milliers de personnes pour un salaire dérisoire de 800000 lires, pas même 3000 F par mois. Mais ces emplois précaires arrivent à terme et malgré des manifestations ponctuées de heurts avec la police à Palerme et à Naples, le gouvernement n'envisage pas de les transformer en emplois fixes et avec un salaire décent, mais bien de les supprimer.

« AIDE AU SUD »... ET MANŒUVRES POLITIQUES

Que le chômage soit un problème brûlant en Italie – dans le Sud mais pas seulement –, voilà qui est donc clair. Moins claires sont les manœuvres qui entouraient la manifestation du 20 mars, et aussi celle organisée le lendemain à Milan pour les 35 heures, objectif que défend officiellement le gouvernement Prodi, tout comme le gouvernement Jospin.

La manifestation de Naples était organisée par les trois confédérations syndicales CGIL-CISL-UIL, mais elle a vu la participation avec une belle unanimité de toutes sortes de parlementaires, de curés et de représentants de toutes les forces politiques de la gauche à l'extrême droite, ainsi que des maires des différentes villes, toutes tendances confondues, avec au premier rang le maire de Naples, Antonio Bassolino.

Bassolino est membre du PDS, l'ancien PC italien devenu aujourd'hui le principal soutien du gouvernement et de sa politique d'austérité et de ses « réformes » pour la plupart favorables à la politique libérale du patronat. Il n'en a pas moins attaqué le gouvernement en l'accusant de « *ne pas faire assez pour le Sud* » et en recherchant le soutien des maires et des notables de la région, de toutes couleurs politiques.

En fait, lorsque tous ces politiciens tombent d'accord pour réclamer des « mesures d'urgence » pour le Sud, il s'agit essentiellement du déblocage de crédits ou d'exonérations fiscales pour les entreprises qui décideraient d'y investir. De telles mesures ont déjà été prises, aboutissant à la création de véritables zones franches avec facilités fiscales et possibilités d'embaucher à des salaires inférieurs à ceux prévus par les conventions collectives. Le prétexte d'« aide à aider du Sud » sert surtout… à aider les patrons à faire du profit.

LE PATRONAT POSE SES CONDITIONS

Le patronat est d'ailleurs conscient que l'instant est favorable pour poser ses conditions. Pratiquement au même moment, il a fait monter les enchères, déclarant qu'il rompait toute discussion et refusait le diktat que constituerait selon lui une loi sur les 35 heures comme celle que projette le gouvernement Prodi. On sait déjà pourtant que, à l'instar de la loi Aubry en France, la loi italienne sur les 35 heures serait surtout un prétexte pour faire passer la flexibilité des horaires et de prétendues « aides à l'emploi » ne subventionnant en fait que les patrons. Mais qu'à cela ne tienne, la Confindustria – le syndicat patronal – sait que plus elle proteste et plus elle obtiendra.

Manifestations et même menace – bien modérée – d'une grève générale nationale « pour le Sud » de la part des syndicats, coups de poing sur la table des industriels, protestations de Bassolino et des maires du Sud, dans cette mêlée chacun joue son jeu. Mais finalement, gouvernement et syndicats, patronat et maires, tous tombent d'accord pour dire qu'aider à créer des emplois ne peut se faire qu'à coups de subventions aux entreprises, d'exonérations fiscales, de déréglementation du travail, de flexibilité des horaires et des salaires, de généralisation du travail intérimaire. Le seul motif de discorde est au fond de savoir par quels biais doivent passer ces fonds, si les maires doivent en avoir quelque contrôle, s'ils doivent aller au Nord, ou au Sud, ou dans telle ou telle ville…

Les confédérations syndicales italiennes, engagées à fond dans la collaboration avec le gouvernement, ne sont pas les dernières à participer à cette entreprise. Et les dirigeants syndicaux brouillent les cartes, en laissant croire que le problème est celui du Sud contre le Nord ou vice-versa, et non le conflit fondamental entre les intérêts du patronat et ceux des travailleurs. Et le jour où les travailleurs italiens décideront tout simplement de se passer d'elles pour défendre leurs intérêts de classe face au patronat, les directions syndicales n'auront que la monnaie de leur pièce.

André FRYS

Manifestation syndicale à Naples en 1995.

Enseignants

POUR UN VRAI PLAN D'URGENCE,

LA GRÈVE S'ÉTEND EN SEINE-SAINT-DENIS (93)

La grève des enseignants de la Seine-Saint-Denis s'amplifie. Démarrée il y a une quinzaine de jours après l'annonce du « faux plan d'urgence » d'Allègre, elle a franchi une incontestable étape.

Samedi dernier la manifestation appelée par la coordination des établissements en grève, les syndicats enseignants et la FCPE (association des parents d'élèves) a rassemblé plus de 5 000 personnes. Le cortège était dynamique et chaleureux. Bien des établissements manifestaient coude à coude avec enseignants, élèves, parents d'élèves.

Les principales revendications du mouvement portent sur le déblocage de vrais moyens pour enseigner : embauche d'enseignants, d'agents de service, de surveillants, d'assistantes sociales, de conseillers d'éducation, la réduction des effectifs par classe (20 élèves par classe de collège, 25 élèves par classe de lycée), et un « collectif budgétaire », c'est-à-dire des moyens financiers qui permettent de satisfaire ces revendications sans donner à la Seine-Saint-Denis en prenant à d'autres académies.

En arrivant au ministère de l'Éducation nationale, une délégation demanda à être reçue selon des critères de parité comme ce fut le cas lors des deux précédentes manifestations. Elle exigea vingt personnes au total (huit représentants des établissements en grève, huit représentants des syndicats, deux parents d'élèves, deux élèves). Une pré-délégation fut reçue par trois responsables du ministère. Ces messieurs qui veulent bien laisser faire cours à des profs devant 35 et parfois 40 élèves par classe, avaient décidé qu'à trois ils ne pouvaient pas discuter avec plus de 12 personnes ! Devant ce refus, preuve que ces représentants du gouvernement n'avaient rien à accorder, la délégation quitta les lieux.

Mais c'est après les déclarations d'Allègre le même jour devant le Conseil national de SOS Racisme que la grève connut un rebondissement nouveau. Ce jour-là Allègre osa dire : « *Je suis d'accord pour discuter autour d'une table. Au lieu de cela, les professeurs choisissent de manifester, il y a des attitudes d'irresponsabilité qui nourrissent le FN* ». Et d'ajouter : « *Il n'y a pas de revendications précises en Seine-Saint-Denis. Les victimes in fine ce sont les élèves* » avant de conclure qu'il « *était plus facile de manifester que de retrousser ses manches* ».

Cette fois encore les propos provocateurs et insultants d'Allègre ont fait de l'effet parmi les enseignants. Pas dans le sens voulu par le ministre. Dès le lundi 23 mars dans les assemblées générales, les profs commentaient indignés les incongruités du socialiste Allègre. Le numéro du quotidien *Le Parisien* qui avait publié ses propos était largement photocopié et distribué. Des profs jusque-là en retrait s'engageaient dans le mouvement à leur tour : lundi soir à la coordination des établissements en grève qui s'est tenue à la Bourse du Travail de Bobigny, près de 90 établissements étaient représentés, chiffre jamais atteint jusque-là.

Mais l'autre fait nouveau dans cette grève, c'est la participation de plus en plus nombreuse et de plus en plus active des parents. Au collège Gabriel-Péri d'Aubervilliers, les parents occupent l'établissement. De nombreuses réunions regroupant parents d'élèves et enseignants grévistes se tiennent, ce qui ne s'était pas vu depuis bien longtemps.

Ainsi le mouvement se renforce par le nombre de grévistes enseignants (60 établissements en grève lundi), par l'entrée des parents dans l'action mais aussi par le début de l'extension de la grève aux élèves. Mardi 24 mars à une manifestation devant l'Inspection académique de Bobigny des cortèges nombreux et dynamiques de lycéens en grève étaient présents. C'est peut-être le début d'un mouvement qui, tout en réclamant plus de moyens, exprime aussi un profond « ras-le-bol ».

Cela peut être une garantie supplémentaire pour que la journée du jeudi 26 mars soit un succès. Ce jour-là les écoles de l'enseignement primaire sont enfin appelées à la grève. Beaucoup de grévistes du secondaire ne comprenaient pas pourquoi attendre si longtemps alors que de nombreux instituteurs « visités » par leurs collègues du secondaire se disaient prêts à « partir » plus tôt. Une grande manifestation de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale de la Seine-Saint-Denis (primaire et secondaire), des parents d'élèves, des lycéens, démarrera de la Sorbonne à 14h30 pour se diriger vers Matignon. D'ores et déjà cette manifestation fait l'unanimité dans les établissements. Elle sera un incontestable tournant du mouvement.

Stéphane HENIN

AFP

Des enseignantes brocardant Allègre lors de la manifestation d'octobre dernier à Paris.

LE MOUVEMENT DE GRÈVE À SAINT-DENIS (Seine-Saint-Denis)

Mercredi 25 mars les sept collèges de Saint-Denis étaient occupés par les parents d'élèves de la ville en solidarité avec l'action engagée par les enseignants. Ceux-ci confectionnaient des banderoles annonçant : « *Collège occupé par les parents en solidarité avec la lutte des enseignants* ». Ils ont occupé les standards téléphoniques et quand le commissariat a appelé le principal de l'établissement pour obtenir des informations sur la grève, il s'entendit répondre : « *Comité de grève du collège ou comité d'occupation du collège !* »

Actuellement, les parents participent aux assemblées générales et à toutes les actions comme de manifester avec leurs enfants. Ils ont prévu de mettre en place une coordination de tous les parents d'élèves de Saint-Denis et de la Seine-Saint-Denis.

Tous les lycées de Saint-Denis ont voté la grève pour le jeudi 26 mars. La grève a été très majoritairement votée dans toutes les écoles maternelles et primaires et une assemblée générale de tous les enseignants de Saint-Denis de la maternelle au lycée est prévue pour le jeudi 26 mars. Ce sera une grande première.

Vendredi 20, nous avons fait une manifestation de tous les établissements de Saint-Denis au marché, manifestation qui a réuni 300 personnes et distribué 15 000 tracts à la population, tracts traduits en arabe et en portugais. Des prises de parole sur le marché ont été faites en arabe, en créole, en bambara par les parents d'élèves et les élèves.

Le mouvement s'étend. On apprend que des établissements du Val-d'Oise sont aussi rentrés en lutte. A Saint-Denis nous sommes très déterminés.

Chômeurs

LA PROTESTATION CONTINUE

A l'appel des associations de chômeurs (l'APEIS, AC!, le MNCP) qui voulaient faire du 23 mars une journée de protestation, une trentaine de centres Assedic ont été occupés ce jour-là à Paris et en province.

Les chômeurs et ceux qui les accompagnaient ont dû manifester devant certains sites qui avaient rapidement fermé leurs portes ; dans d'autres cas, la police est intervenue pour les déloger. Et pour terminer la journée en beauté et commémorer l'anniversaire du début du mouvement de Mai 1968, le 22 mars 1968 à la faculté de Nanterre, ils sont allés y occuper symboliquement quelques locaux.

A deux jours de la présentation, en Conseil des ministres, du projet de loi sur l'exclusion, les manifestants ont voulu rappeler les revendications mises en avant pendant le mouvement des chômeurs : à savoir une augmentation de 1 500 F des minima sociaux, le droit au revenu pour les moins de 25 ans et la remise à plat du régime d'allocation chômage, avec en particulier la fin du système de dégressivité des allocations chômage.

Le lendemain, la presse n'a consacré que quelques entrefilets aux actions des chômeurs, trop occupée à commenter les dernières élections des présidents des conseils régionaux et le discours de Chirac.

Pourtant, même si, ce lundi 23 mars, leurs actions ont surtout eu valeur de symbole, les associations de chômeurs ont rappelé la véritable actualité du pays, ces six millions de chômeurs et de chômeurs partiels qui s'enfoncent dans la misère, pendant que les entreprises continuent à engranger leurs bénéfices records et à enrichir ceux qui en profitent.

Les associations de chômeurs ne font que revendiquer quelques mesures d'urgence qui permettraient à toute une partie des chômeurs et de leurs familles de survivre. Mais même ces mesures-là ne figurent pas dans les projets du gouvernement qui va se contenter d'approuver ou de modifier quelques aumônes présentées par Martine Aubry…

Les ministres pourront toujours se féliciter, au cours du même Conseil, que la « majorité » comme ils disent ait obtenu la présidence de régions importantes comme l'Ile-de-France ou la région P.A.C.A. en prétendant ainsi avoir fait échec aux manœuvres du Front National… comme si l'aggravation du chômage et l'incapacité de ce gouvernement à résoudre ce problème, faute de volonté de s'attaquer aux profits du patronat, ne faisaient pas le lit de l'extrême droite.

S.F.

Dans la manifestation des chômeurs du 17 janvier dernier.

Fourmies

LA POLICE CONTRE LES CHÔMEURS

Le 13 mars le comité des chômeurs de Fourmies constatait que l'ANPE envoyait depuis quelque temps des propositions de stages bidon aux membres du comité. Une façon d'essayer de les détourner de la lutte. De plus on apprenait le même jour que plusieurs familles de la ville étaient sous la menace d'une expulsion. Parmi elles celle d'un responsable de l'UL CGT, militant connu et défenseur aux Prud'hommes. On lui reproche un retard de paiement de 3500 F. Ses propositions de payer en plusieurs fois, ses demandes adressées aux autorités municipales et politiques ont été repoussées. L'expulsion est exécutable à partir de mardi 17 mars.

Le comité s'est donc rendu à l'ANPE d'où il a été chassé par la police, puis à la mairie où la police est de nouveau intervenue. Ce mépris fit monter la tension d'un cran. A l'intérieur de la mairie, le maire, PCF, conseillait à un militant « *d'aller vendre des jonquilles et des pissenlits plutôt que de s'agiter avec le comité de chômeurs* ». Un autre responsable prétendait que c'était de la faute des chômeurs si… les patrons refusaient de s'installer à Fourmies. A l'extérieur les policiers injuriaient les manifestants, les traitant de feignants et d'alcooliques, leur disant qu'ils refusaient de travailler.

Finalement, après une altercation, un des responsables de l'UL CGT fut emmené au poste de police, le reste des manifestants se réfugiant dans les locaux de l'Union locale CGT. Les policiers passaient et repassaient devant le bâtiment, relevant les numéros des voitures. Les militants réfugiés dans l'UL téléphonèrent alors au théâtre pour prévenir leurs camarades qui assistaient à une réunion électorale de Lutte Ouvrière. L'ensemble des participants à cette réunion se rendirent aussitôt à l'UL, drapeau rouge en tête. En fait, le camarade avait déjà été libéré et la police avait levé le siège.

Dans la nuit le comité prépara un tract protestant contre les agissements de la police et contre les expulsions. Il fut diffusé le samedi matin sur le marché. Pendant ce temps la police s'était rendue au domicile du secrétaire du comité de chômeurs et l'avait fouillé, pour le chercher, prétendait-elle. Le commissaire s'était déplacé à l'UL CGT en personne pour signifier que six plaintes avaient été déposées contre trois membres du comité pour « menaces de mort », « injures » et autres balivernes. Ces trois camarades étaient convoqués au poste le lundi 16 mars.

Le lundi en fait ce sont deux membres du comité qui, s'étant présentés au poste, furent retenus en garde à vue toute la journée. Les plaintes sont maintenues. Elles émanent de la police, des pompiers et d'un agent de maîtrise de la ville. Le procès est fixé au 1er avril. Plusieurs dizaines de membres du comité ont attendu les deux camarades devant le poste de police jusqu'à ce qu'ils sortent. Mais le maire, PCF, a refusé d'intervenir en leur faveur.

Le lendemain un nouveau tract était diffusé sous forme d'une lettre ouverte au président de l'office HLM (et maire) de Fourmies. Ce tract protestait à nouveau contre les expulsions et appelait la population à venir soutenir les militants lors du procès du 1er avril.

Bien que le tract soit signé conjointement par le comité de chômeurs, l'UL CGT, l'UD CGT et l'USTM CGT Avesnois, le maire n'y a vu qu'une manœuvre politique. Il persiste à justifier les expulsions et considère que le procès est l'affaire des chômeurs et pas la sienne. Il a donc choisi son camp.

Le comité de chômeurs s'était constitué pour obtenir les primes exceptionnelles. Il conserve ses revendications : des emplois pour tous, relèvement des minima sociaux, le tout en prenant l'argent sur les profits patronaux. Mais il y a maintenant à Fourmies un groupe variant de vingt à plus de cent personnes (travailleurs avec ou sans emploi) mobilisées en permanence et prêtes à intervenir sur toutes les questions qui concernent le monde du travail : expulsions, prix de l'eau, droits des chômeurs, défense des travailleurs en général. De plus ces interventions sont directes et à chaque fois toute la population est informée et invitée à se joindre à la lutte.

C'est sans doute cela qui inquiète les autorités et motive les interventions de la police et les procès répétés. Mais le comité n'a pas dit son dernier mot et il compte bien s'opposer à toutes les expulsions, manifester en nombre devant le tribunal le 1er avril et faire le 1er mai une manifestation à Fourmies.

ETG-Chausson (Gennevilliers)

FACE AUX PROVOCATIONS DE RENAULT, LA TENSION MONTE

La grève entamée le lundi 16 mars continue. Ce jour-là, dès son arrivée à l'usine, un travailleur se voyait signifier sa mise à pied conservatoire en raison d'une procédure de licenciement disciplinaire. Cette provocation était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Malgré la fermeture officielle de l'usine fin 2000 début 2001. Renault n'entend pas négocier sur les garanties que réclament les travailleurs... refusant même qu'elles figurent à l'ordre du jour des pseudo-discussions entamées depuis février.

Comme nous l'avions relaté dans le dernier journal, mardi 17 mars, près de 400 travailleurs allèrent bloquer pendant plusieurs heures le centre MPR de Cergy, et le surlendemain, jeudi, c'est à peu près à autant que nous avons débarqué par surprise et occupé la «banque de Renault», la Société Foncière et Financière (SFF) près du siège de Boulogne-Billancourt. Le lieu était tout un symbole puisque Renault vient d'annoncer 5,7 milliards de bénéfice et qu'il continue malgré tout à programmer des suppressions d'emplois et la fermeture de sa filiale de Gennevilliers. Pour les travailleurs, Chausson ETG, filiale Renault, doit prendre sur ses profits pour assurer à tous un emploi ou une retraite dans des conditions correctes. Au bout d'une heure d'occupation, des représentants de Renault se déplaçaient du siège social à la SFF, mais ils ne s'engagèrent ni sur la sanction ni sur nos revendications. Il leur fut alors signifié que pousser les travailleurs à l'exaspération leur ferait porter la responsabilité de tout ce qui pourrait arriver par la suite.

C'est le même message qui était délivré ensuite à la sous-préfecture de Boulogne où les 400 de «Chausson» se sont rendus après l'occupation de la SFF.

Vendredi avait lieu l'entretien préalable du salarié menacé par la direction. Au cours de celui-ci les représentants syndicaux qui assistaient ont à nouveau clairement signifié à la direction qu'il fallait prendre une décision rapide au sujet de l'annulation de procédure. Celle-ci se contenta de répondre qu'un CE extraordinaire se tiendrait mardi, (en effet le salarié est un délégué CHS). C'était une véritable déclaration de guerre, qui fut prise comme telle par les salariés et provoqua une rage dont les voitures de la direction et les carreaux de ses bureaux firent les frais.

A la suite de plusieurs heures «agitées», le directeur a fini par écrire une déclaration annulant la sanction, garantissant le libre accès à l'usine le lundi et annonçant même une négociation le lundi matin sur les conditions de fin de conflit.

En fait, lundi matin, ses engagements étaient complètement reniés, foulés au pied puisque nous avons trouvé l'usine fermée, occupée par plusieurs dizaines de vigiles avec une vingtaine de véhicules de police dans les rues avoisinantes prêts à intervenir. Les travailleurs ne se laissèrent pas intimider pour autant et allèrent montrer leur colère à la préfecture de Nanterre où le préfet reçut une délégation. Celui-ci s'engageait à obtenir une réunion entre les représentants d'ETG-Renault et ceux des travailleurs pour le lendemain matin. Nous avons rappelé nos revendications sur les garanties sociales au préfet et nous lui avons demandé une fois de plus de les transmettre au gouvernement.

Le mardi 19, devant la porte de l'usine lock-outée, plusieurs centaines de travailleurs étaient réunies et réaffirmaient leur volonté de faire annuler le licenciement et d'obtenir que de véritables négociations s'engagent sur les garanties que demandent les travailleurs.

A 9h, ce jour-là, la direction arrivait à la réunion avec un véritable ultimatum. Elle voulait que les syndicats signent un «désavœu», en fait un véritable reniement de toutes nos actions.

C'est pourtant bien elle, et derrière elle Renault, les fauteurs de violence, par leurs plans de licenciements, leur menace de fermer l'usine, leurs provocations répétées et le mépris qu'ils affichent envers les travailleurs. La direction croyait pouvoir s'appuyer sur la CGC pour imposer son texte. Après une nouvelle suspension de séance, les syndicats présentèrent un front uni, déclarant que «*le problème de la violence était réglé*» et que le texte de la direction n'avait plus lieu d'être, et ne serait pas signé et que la discussion maintenant devait s'engager sur les vrais problèmes : l'annulation de la procédure de licenciement d'une part, les garanties sociales d'autre part. La séance était de nouveau suspendue mardi dans la soirée.

Correspondant LO

LO

Rassemblement devant la SFF (Société Foncière et Financière) et devant la sous-préfecture de Boulogne-Billancourt.

BRASSERIES BOURBON (Île de la Réunion)

GRÈVE AUX BRASSERIES

La grève a démarré le 24 mars 1998 pour obtenir une augmentation de salaire de 500F mensuelle. Les quatre sites des brasseries sont en grève: l'usine à limonade et l'usine de bière à la Rivière Saint-Denis, le dépôt à Rivière des Pluies et l'usine de Saint-Pierre, 300 travailleurs en tout.

À Saint-Denis, il y a deux piquets de grève devant chaque usine: une vingtaine de grévistes à chaque piquet.

Les travailleurs en ont ras le bol des bas salaires, certains ne touchant que 6600F au bout de 22 ans d'ancienneté. Le patron dit avoir des difficultés suite à l'incident (une bouteille de Coca-Cola en verre a éclaté, blessant un enfant) survenu il y a quelques mois. Mais, il s'est vite adapté, il a supprimé la ligne verre, a fait monter en puissance la ligne plastique, et les ventes ont suivi. De même pour la bière où il a le quasi monopole (bières «Dodo», Fisher, etc.).

Aujourd'hui les trois quarts des cuves de stockage sont vides non pas parce que la production a été limitée mais parce que la bière sitôt produite est sitôt vendue.

Comme le disent les grévistes: «*Au lieu d'embaucher, le patron prend de plus en plus d'ouvriers intérimaires. C'est à cause d'une telle politique que nous avons un tel taux de chômage à la Réunion, sans compter tous ces cadres auxquels la société ne refuse rien, et qu'on va chercher à 10 000 kilomètres sans tenir aucun compte des jeunes qui sortent de l'université de la Réunion et qui restent sans emploi. Les ouvriers intérimaires, cela peut être pour un mois... comme pour deux jours. Il est très difficile de les organiser syndicalement, car on ne les voit que par à-coups, on les voit disparaître comme ils sont apparus. Pour le patron, c'est l'idéal: ces ouvriers ne sont pas syndiqués, il ne leur paie pas d'ancienneté. Il a les mains libres. Avec nous c'est beaucoup moins vrai. Il a bien essayé de nous diviser en créant plusieurs sites, mais nous sommes restés unis et organisés par le syndicat (la CGTR) et dès que nous nous sommes mis d'accord sur un mot d'ordre de grève tout le monde suit, comme aujourd'hui!*»

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les ouvriers des Brasseries se mettent en grève. Ils avaient déjà obligé le patron à lâcher une augmentation de 10% étalée sur deux ans.

Le patron a bien trouvé les moyens de construire une nouvelle usine pour les limonades destinée à remplacer l'actuelle SOREG qui fait face aux Brasseries à Saint-Denis, avec quel argent, s'il est, comme il dit, en difficulté?

En tout cas ce que disent les grévistes, c'est que dans cette entreprise, il y a deux poids, deux mesures. Il y a les cadres qui fraîchement embauchés sont dotés de maisons, de grosses voitures de fonction et de salaires confortables, et les ouvriers qui s'échinent pour des salaires qui ne permettent pas de vivre décemment.

La Poste
Paris 14e

LE RAS-LE-BOL DES FACTEURS CONTRE LE MANQUE D'EFFECTIFS

À la Poste de Paris 14e, depuis quelques semaines, la situation des effectifs du centre de distribution du courrier est plus que « précaire ». Tous les jours, des quartiers sont à découvert, c'est-à-dire qu'il n y a pas de facteurs pour distribuer le courrier lettres ou les recommandés sur certaines tournées.

Les postiers de Paris 14 lors des grèves contre le plan Juppé.

À force de ne pas remplacer les départs (départs en retraite ou mutations vers la province), le volant de remplacement qui permet de compenser les congés ou les arrêts-maladie, s'est réduit comme peau de chagrin.

La direction a cherché à y pallier avec des « califs » (heures supplémentaires) de plus en plus nombreuses. Elle oblige certains travailleurs de la brigade mixte, qui trient le matin et distribuent l'après-midi, à distribuer aussi le matin à la 2e distribution, pour remplacer les absents. Elle essaie aussi de pousser certains facteurs à faire à 3 le tri des 4 positions d'un quartier.

La situation s'est dégradée au point que de nombreux usagers, particuliers comme entreprises téléphonent tous les jours et font des réclamations sur la mauvaise distribution du courrier.

Le mécontentement contre cette situation s'est exprimé plus fort cette semaine à l'appel de militants syndicaux. Pétition, arrêts de travail pour se réunir en assemblées de personnel…

Vendredi 20 mars, après un nouveau débrayage, la direction a fait quelques petites avancées : prolongation du contrat de quelques CDD… sans dire pour combien de temps, augmentation du nombre d'heures d'un CDI à temps partiel, appel à deux brigadiers (facteurs qui tournent sur plusieurs bureaux pour faire des remplacements). Mais c'est loin des 15 emplois supplémentaires demandés par tous. C'est pourquoi, nous avons décidé de nous réunir dès que le moindre problème d'effectifs se poserait à nouveau.

La situation de La Poste du 14e n'est pas isolée. C'est celle que connaissent de plus en plus tous les postiers : tournées à découvert, guichets sans guichetiers… Depuis 15 ans, les dirigeants de La Poste ont supprimé plus de 40 000 emplois. Et plus de 60 000 postiers sont contractuels, en CDD, ou en CDI à temps partiel et avec des salaires eux aussi partiels.

Les dirigeants de La Poste peuvent se vanter d'embaucher 5 000 emplois-jeunes en 1997 et 1998, ces 5 000 emplois ne compensent même pas le nombre de départs chaque année. Et pour les facteurs c'est seulement 1 120 places qui ont été proposées au dernier concours pour la région parisienne où se sont présentés 40 000 candidats.

Oui, il faut embaucher massivement à La Poste comme dans tous les services utiles à la population. Pour donner du travail à tous et diminuer la charge de ceux qui ont déjà un emploi.

RVI
Saint-Priest

0,5 % D'AUGMENTATION, ÇA NE PASSE PAS

Depuis mardi 3 mars, les ouvriers de l'usine Pont-Essieux de Renault Véhicules Industriels à Saint-Priest, près de Lyon, débrayent deux fois une heure chaque semaine en alternant les équipes. Ils revendiquent 2 « lettres » pour tous (environ 260 F), 4 pour ceux qui sont au minimum, et le passage des P1, P2, P3 sans examen.

Cette agitation a commencé lorsque la direction générale de RVI a annoncé, le 19 février, une augmentation de salaire ridicule de 0,5 %. Nombre de travailleurs pensaient qu'il ne fallait pas laisser passer ça sans protester. D'autant plus que l'on subit tous les jours la pression pour augmenter les cadences, qui atteignent un niveau encore jamais vu.

Au montage il y a donc eu de nombreuses discussions, et lorsque la CGT soutenue par la CFDT et CFTC, a appelé à débrayer, il y a eu le premier jour 80 grévistes dans l'équipe du matin et le lendemain 40 le soir, sur 130 présents dans chaque équipe. Le jeudi il y en a eu 100 le matin et vendredi 40 le soir.

Depuis, les débrayages continuent, le nombre des grévistes s'étant stabilisé à 75 dans une équipe et 35-40 dans l'autre. L'équipe où la grève marche le mieux compte plus de jeunes embauchés alors que dans l'autre il y a plus de jeunes intérimaires. Mais même si tout le monde ne fait pas grève, et même si certains ne débrayent pas chaque fois, l'ambiance a changé.

Car ces débrayages, même limités, sont dynamiques : les ouvriers passent dans les ateliers et les bureaux avec les sifflets aux cris de « *Pas de pognon, pas de camions* », « *Choffée prépare ton chéquier* », « *Augmentez nos salaires* ». Même dans l'équipe où le nombre de grévistes est plus faible, les gars ont « la pêche ».

Toute cette agitation ennuie bien la direction qui croyait avoir les jeunes « dans sa poche »; et puis, même limités, ces débrayages perturbent le flux tendu et la production et les cadences ont baissé. L'ambiance entre nous est plus solidaire. Lorsque les chefs font pression sur des grévistes, ceux-ci sont raccompagnés en masse dans leur secteur. Un chef qui voulait décourager certains d'entre nous de débrayer a eu droit à une haie d'honneur de la part des grévistes.

Au bout de trois semaines, lundi 23 mars, la direction a demandé à discuter pour nous proposer d'avancer de quelques mois certaines augmentations individuelles et de verser une prime à quelques-uns. C'est loin de ce qu'on veut et il va falloir continuer, encore plus déterminés, pour lui faire céder davantage.

Correspondant LO

À Corbeil-Essonnes

DASSAULT À L'ASSAUT DES LOGEMENTS SOCIAUX

Maire RPR de Corbeil-Essonnes, et à la tête d'une des plus grandes fortunes de France, Serge Dassault a décidé de s'attaquer au problème du logement social… à sa manière.

Depuis son élection en 1995, l'avionneur n'a de cesse de « requalifier » le quartier des Tarterêts. Ce quartier, classé en zone urbaine sensible (ZUS), est l'un des plus défavorisés de l'Essonne. Ici comme dans bien d'autres cités, le chômage fait des ravages. En moins d'une dizaine d'années le quartier s'est fortement dégradé. Bien souvent, ce sont les familles les plus pauvres de la classe ouvrière, et en particulier de sa fraction immigrée, qui viennent s'installer aux Tarterêts faute d'autre choix.

Requalifier le quartier, restructurer la cité, la restaurer, cela serait certainement indispensable. Mais cela devrait se faire avec la participation et le consentement des habitants. Et s'il s'agit réellement d'améliorer l'habitat et s'il s'avère qu'il faille détruire pour cela des tours mal conçues qui ont à leur époque enrichi des spéculateurs et des promoteurs immobiliers, et sont devenues depuis longtemps insalubres, encore faudrait-il que les habitants soient relogés dans de bonnes conditions.

Mais à Corbeil, ce n'est pas du tout comme cela que Dassault envisage les choses. Les habitants des Tarterêts ont appris par la presse qu'il était question de démolir six des trente-huit tours de la cité, soit au total 436 logements, jetant les familles concernées en plein désarroi.

En fait les problèmes du logement social sont le cadet des soucis de Dassault, son problème est la qualité de ceux qui sont logés dans ces cités, les immigrés. Une lettre jusqu'à présent restée confidentielle et récemment publiée par la presse est révélatrice. « *Accueillir de nouvelles familles africaines* – écrit le maire au directeur régional du Logement français – *dans ce quartier déjà destructeur, où la population immigrée est en surnombre, constitue une attitude gravement irresponsable mettant en cause l'ordre et la sécurité publics […] Je vous demande de façon impérative de ne plus accorder un seul appartements aux Tarterêts, dans les trois tours à démolir et de ne plus accueillir aucune famille étrangère venant de l'extérieur. Je demande que ces logements soient attribués aux nombreux Corbeil-Essonnois qui sont en attente d'un logement social […].* »

Et les autorités préfectorales ainsi qu'une société HLM, complices, ont finalement accepté le diktat du maire de Corbeil qui interdit de loger les immigrés. Le maire RPR ne fait rien d'autre que reprendre à son compte les thèmes du Front National. Sous prétexte que la cité des Tarterêts s'est dégradée au fil des ans à cause de la montée de la misère, Dassault entend régler la situation par la politique de… la table rase, en essayant d'envoyer les immigrés se loger ailleurs. Dassault démago, ça rime bien. Mais on pourrait trouver d'autres tout aussi adéquates.

René CYRILLE

Crédit Lyonnais

LES BANQUIERS CONTINUENT À VOULOIR NOUS PRÉSENTER DES COMPTES

Le 19 mars, lors de la présentation des comptes du Crédit Lyonnais (CL) pour l'année 1997, le PDG « socialiste », Peyrelevade, s'est félicité des réductions d'effectifs réalisées ces dernières années, et en a annoncé de nouvelles pour les années à venir.

LO

Une autre façon de compter... celle des employés (ici, lors des manifestations de 1996)

Pour qualifier les pratiques comptables tout à fait légales d'ailleurs qui permettent de faire varier la présentation des bilans des banques, les financiers anglo-saxons utilisent une expression imagée. Ils appellent cela le « window dressing », c'est-à-dire l'habillage des fenêtres. Il est vrai que, selon que l'on tire plus ou moins les rideaux, un même immeuble change sensiblement d'aspect.

Les banquiers étant coutumiers de ce genre de pratiques, la présentation des comptes du Crédit Lyonnais n'a sûrement pas échappé à la tradition. Le maquillage des chiffres n'atteint peut-être plus les records qu'on a connus dans un passé récent. Mais ce n'est que quand le personnel, les clients de la banque et la population pourront contrôler les comptes, que l'on aura enfin une idée de la réalité des chiffres.

Cette fois-ci, l'exercice était assez compliqué pour l'état-major du CL. Il lui fallait en effet annoncer des bénéfices en hausse (pour montrer que « le CL se redresse »), mais pas trop tout de même car cela aurait provoqué des réactions des banques concurrentes, qui reprochent à l'Etat de « trop soutenir le CL ». Il ne lui fallait pas mécontenter Bruxelles, tout en donnant aux comptes une allure pouvant attirer des capitalistes dans la perspective d'une privatisation de la banque à terme rapproché.

En fin de compte, le chiffrage officiel donne un bénéfice net de 1 milliard de francs, à comparer aux 202 millions de francs de 1996. Mais on peut noter que la direction a provisionné, c'est-à-dire fait disparaître de son bénéfice affiché, pas moins de 3 milliards de francs pour prévenir les risques dus à la crise asiatique.

Il y a peu, la direction annonçait qu'elle ne risquait rien sur l'Asie. C'était donc du bidon, ce qu'elle nous racontait ? À moins que ces 3 milliards ainsi mis de côté ne soient en fait simplement destinés à réduire le bénéfice apparent.

Quatre milliards de profit, cela aurait fait désordre, surtout aux yeux du personnel, qui n'a déjà que trop payé la note de la gestion des banquiers, sous la forme de suppressions d'effectifs, de blocage et même de réduction des salaires, et d'aggravation des conditions de travail.

De toute façon, Peyrelevade, lors de la conférence de presse du 19 mars, a annoncé très clairement que les bénéfices provenaient de la réduction des coûts de personnel. Il a aussi réaffirmé que les suppressions d'emplois se poursuivraient.

Mais Peyrelevade risque peut-être de déchanter. La journée de grève du 27 février dernier, contre la dénonciation par l'AFB (le syndicat patronal des banquiers) de la convention collective des banques, a connu au CL un succès qui en a surpris plus d'un.

À ajouter ainsi sa morgue à sa politique de destruction d'emplois, Peyrelevade pourrait bien provoquer, de la part du personnel, le retour de bâton qu'il mérite.

Correspondant LO

AXA RAPPORTE

Claude Bébéar, le PDG du groupe d'assurance AXA, se frotte les mains. Il vient d'annoncer le chiffre d'affaires de son groupe pour 1997 : plus de 364 milliards de francs et 7,9 milliards de profits.

En regardant les comptes qu'il publie, on s'aperçoit que l'activité d'assurance n'a finalement que peu d'importance pour cette société qui gère au total plus de 3000 milliards de francs (le double du budget de l'État). En réalité, Bébéar se sert de ces sommes colossales pour jouer à cette espèce de Monopoly planétaire dans lequel les entreprises s'achètent et se vendent comme des savonnettes, salariés, immeubles et activité compris.

Depuis 1982, Bébéar a racheté le groupe Drouot, La Providence, la Compagnie du Midi. Plus récemment, le groupe AXA a mis la main sur la société Equitable aux États-Unis, sur la Mutuelle Nationale australienne (la NATMUT), et enfin sur le groupe Européen UAP. Cette dernière fusion touche donc l'ancien « Numéro un » français et voit sa réalisation concrète ces jours-ci. Un projet de réorganisation des services UAP et AXA doit être mis en place à partir du 1er avril. Les personnels des deux groupes seront répartis dans plusieurs « centres de profit » organisés comme autant de sociétés indépendantes. Quant aux comptes de 1997, eux, ils sont déjà unifiés. Les problèmes de gros sous passent avant ceux liés à la gestion du personnel...

Dans l'avenir, AXA lorgne vers le Japon et la Corée, où il y aurait de bonnes affaires à réaliser en rachetant pas cher les sociétés en faillite suite à la crise asiatique. Ensuite ses projets pourraient concerner l'Amérique du Sud, l'Europe de l'Est, puis plus tard la Russie.

Dans tout cela, la préoccupation n'est évidemment pas la meilleure protection des assurés. De toute façon, sur les 7,9 milliards de profits annoncés, une bonne partie provient de la spéculation boursière : 3,8 milliards de francs représentent ce qu'on appelle des plus-values et ont été rapportés par cette activité parfaitement inutile qui consiste à acheter et à revendre des actions d'entreprises existantes.

Par ailleurs, il est difficile de distinguer aujourd'hui une société d'assurance d'une banque. Les deux jonglent avec ce qu'elles appellent les produits financiers : sur les presque huit milliards de francs de profits annoncés, 2,4 milliards proviennent des services financiers, dont un milliard pour la banque d'investissement américaine DLJ, et 3,9 milliards sont à mettre au compte des assurances vie et des produits retraite, qui n'ont d'assurance que le nom. Ce sont des produits financiers qui drainent l'argent des petits et moyens épargnants pour l'utiliser sur les places financières, là encore dans des opérations spéculatives.

Bref, le secteur de l'assurance, comme celui de la banque, est bien représentatif de cette société qui consacre chaque année une grande partie de ses profits au secteur financier sans créer la moindre richesse pour sa population.

Roger PÉRIER

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS EN NOUVELLE-CALÉDONIE

LA TRADITION DE LA TRIQUE

Les pires traditions coloniales ne sont pas mortes parmi les forces de répression et les autorités administratives françaises. Dans la nuit de dimanche 22 mars, les gendarmes ont ainsi tiré sur une poignée de « boat people » chinois, réfugiés sur un toit et démunis de tout, faisant neuf blessés, dont deux grièvement.

Les circonstances de l'affaire sont particulièrement révoltantes. Ces réfugiés, 110 personnes au total, hommes, femmes et enfants, arrivés par bateau en Nouvelle-Calédonie en novembre dernier, auraient reçu l'assurance de ne pas être renvoyés en Chine. Depuis, ils ont été maintenus en rétention dans une caserne désaffectée, gardés par des gendarmes, interdits depuis le début février de tout contact avec les associations humanitaires par le représentant du gouvernement français, Dominique Bur.

Lorsqu'ils ont appris qu'ils allaient être expulsés, ils se sont révoltés et une partie d'entre eux sont montés sur le toit du bâtiment, où ils sont restés pendant 36 heures, sans sommeil et sans nourriture.

C'est là, pendant la nuit, qu'ils ont été pris pour cibles par les gendarmes, sur ordre de ce Dominique Bur, qui ont utilisé des balles en caoutchouc, pas du tout inoffensives, comme en témoigne le résultat de cette odieuse partie de chasse.

Les ordres étaient venus en fait de plus haut, de Paris. Depuis quelques jours une centaine d'hommes de l'ex-police de l'air et des frontières (devenue la Diccilec) avaient débarqué à Nouméa, en vue d'escorter les… 110 Chinois, enfants compris, en Chine. Il y avait, selon *Libération*, des gendarmes mobiles « *par centaines* » à l'aéroport, « *puis par dizaines dans les couloirs de l'hôpital où les médecins ont dû les faire sortir des salles de soins où se trouvaient les blessés* ». Ils voulaient savoir si ceux-ci étaient transportables !

AFP

L'application de l'ordre d'expulsion venu du gouvernement étant devenue trop voyante, le gouvernement a dû décider d'ajourner l'expulsion des 110 indésirables. Mais ajourner ne signifie pas annuler. Et le secrétaire d'État à l'Outre-mer, le socialiste Jean-Jack Queyranne, a tenu à préciser que, pour lui, la plupart sont des « irréguliers », dont « *la grande majorité ne peut bénéficier du droit d'asile* »… Ils ne bénéficient donc que d'un sursis, pour le moment.

Derrière la décision d'expulsion, il y avait, semble-t-il, un minable marchandage politicien. Dans le cadre des discussions actuellement en cours avec le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, le gouvernement aurait voulu faire un geste dans sa direction.

Les dirigeants du FLNKS avaient vivement protesté contre l'arrivée des 110 réfugiés chinois en novembre, qualifiée aussitôt par eux d'« invasion »… Les indépendantistes kanaks sont très méfiants sur la question de l'immigration en Nouvelle-Calédonie car, depuis que le territoire a été colonisé par la France, elle a servi d'instrument au service des desseins impérialistes. Des contingents de main-d'œuvre, asiatique en particulier, il ne faut pas l'oublier, ont été amenés massivement au point qu'aujourd'hui, la population autochtone, kanake, est minoritaire dans son pays.

Mais, pour autant que ceux qui prétendent se poser aujourd'hui comme les représentants de la population kanake, en négociant – d'ailleurs, le plus souvent dans le plus grand secret – avec le gouvernement un statut d'indépendance contrôlée par l'impérialisme français, se servent de la démagogie anti-immigrés dans leurs calculs politiques, cela montre qu'ils ont bien appris les procédés des colonisateurs. Et cela augure tristement de leur politique, une fois installés au pouvoir, vis-à-vis des masses populaires et des opprimés.

Tout cela reste bien dans la même ligne que la politique du gouvernement, de Chevènement et consorts, vis-à-vis des immigrés « clandestins » en métropole. Un conseiller de Jospin, cité par *Libération*, a justifié la décision en disant : « *Il n'y a pas de raison que l'on traite différemment les boat people qui arrivent en Nouvelle-Calédonie et ceux qui arrivent en métropole. On expulse de France environ 200 à 300 Chinois par an* »…

La Nouvelle-Calédonie, jusqu'à nouvel ordre, c'est encore la France, prétendent-ils. Dans la tradition coloniale des gouvernements français, sociaux-démocrates compris, cela signifie qu'il n'y a même pas lieu d'y feindre quelque respect pour les « droits humains ».

Christiane LE GUERN

Clinton en Afrique

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN MARQUE SON TERRITOIRE

Le président américain Bill Clinton a entamé cette semaine un voyage officiel de onze jours en Afrique, qui devrait le conduire successivement au Ghana, en Ouganda, au Rwanda, en Afrique du Sud, au Botswana et au Sénégal. Durant cette visite, une première pour un chef d'État américain, Clinton sera entouré de 500 personnes, pour une bonne part représentants des groupes financiers et industriels.

L'objectif de l'administration Clinton est d'ailleurs clairement annoncé : il s'agit de favoriser le développement des échanges commerciaux avec le continent africain, en convainquant les grands groupes américains que l'Afrique est bien « une terre d'opportunités ». Certains trusts n'ont d'ailleurs pas attendu cette occasion pour s'implanter au Nigeria, au Congo ou encore en Afrique du Sud car, si les populations locales connaissent dans leur majorité une profonde misère, le sous-sol des pays africains renferme de précieuses richesses, tant minières que pétrolières. En outre, les commandes et les emprunts émanant des États ouvrent bien des perspectives aux groupes industriels et aux banquiers. D'ailleurs, un des premiers gestes de Clinton a été de garantir un crédit de 75 millions de dollars au Ghana pour lui permettre d'acheter deux centrales électriques au trust américain Westinghouse.

Au-delà, ce périple vise également à réaffirmer le rôle que l'impérialisme américain entend jouer désormais sur le continent africain, face à ses concurrents européens et plus particulièrement face à l'impérialisme français. Le sommet afro-américain qui doit avoir lieu en Ouganda et l'escale de Clinton au Rwanda où il devrait évoquer le génocide de 1994 et la « passivité des Occidentaux » sont autant de symboles destinés à marquer les nouvelles zones d'influence.

Pour autant, en dépit des déclarations de bonnes intentions et des discours attendus sur la démocratisation des régimes politiques, les populations africaines n'ont aucune amélioration de leur sort à attendre de ces évolutions. Français ou américain, l'impérialisme ne s'intéresse à l'Afrique que dans la mesure où il y a de l'argent à gagner, et il est prêt à s'accommoder des régimes dictatoriaux, pourvu qu'ils garantissent les profits de leurs trusts.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995